

Le Canton du Jura se sent-il concerné par la fin des classes bilingues à Berne et, au-delà, aux coups portés au français dans la ville fédérale et au sein même du pouvoir fédéral ?

Pierre-André Comte (PS)

« On ne veut plus du français à Berne, la ville fédérale. » Ainsi s'exprime Virginie Borel (cf. *Le Temps* du 17 mai 2025), directrice du Forum du bilinguisme. Cela au moment même, ajoute-t-elle, où plusieurs cantons alémaniques souhaitent se débarrasser de l'enseignement du français à l'école primaire. Le tout dans une Suisse qui n'en finit pas de vanter ses mérites de « pays quadrilingue et pluriculturel », des valeurs qui fondent le fédéralisme et en assure la cohésion.

A plusieurs reprises au cours des ans, le groupe socialiste s'est préoccupé de cette tendance, et notamment de celle observée en ville de Berne. Le français est toujours mis en danger, contesté, parfois même humilié par une classe politique parfaitement consciente de ce qu'elle fait, mais inconsciente des atteintes qu'elle porte à la bonne entente confédérale.

Face à cette évolution, on entend des voix s'élever à juste titre dans le Jura sous juridiction bernoise contre les coups de canifs portés régulièrement au français dans le canton de Berne. Ces coups retentissent comme un reniement des bonnes intentions proclamées aux tribunes, relatives à l'entente des communautés linguistiques et culturelles du pays.

Par cette interpellation nous posons les questions suivantes à l'Exécutif cantonal :

- 1. Le Gouvernement se sent-il concerné par la décision de la ville de Berne de supprimer ses classes bilingues, notamment à l'aune de ses responsabilités propres en matière de coopération interjurassienne ?**
- 2. Le Gouvernement n'estime-t-il pas urgent de manifester, sous une forme ou une autre, sa réprobation d'une évolution négative de l'enseignement et de la place du français dans la ville fédérale ?**
- 3. Le Gouvernement peut-il nous renseigner sur la réponse qu'il a donnée à la consultation fédérale sur les mesures d'économie de la Confédération, relative à sa volonté de supprimer la subvention fédérale à l'École française de Berne, comme à celle de compromettre, toujours pour des raisons budgétaires, la participation de la Suisse à TV5 Monde, de mettre en péril un média apprécié sur tous les continents et, ainsi, de fait causer un grave préjudice à la promotion des valeurs démocratiques que défendent les États membres de la francophonie ?**

Pierre-André Comte (PS)

Co-signataires

- Jude Schindelholz (PS)
- Jelica Aubry-Janketic (PS)
- Lisa Raval (PS)
- Patrick Cerf (PS)
- Raphaël Ciocchi (PS)

- Katia Lehmann (PS)
- Sarah Gerster (PS)
- Florence Chaignat (PS)
- Fabrice Macquat (PS)
- Hildegard Lièvre Corbat (PS)

Intervention déposée officiellement le 21 mai 2025